

## ELECTION PRÉSIDENTIELLE

# « Les gens des quartiers doivent s'inscrire pour peser dans le débat »

**MOHAMED MECHMACHE** ● président d'AC-Lefeu

L'association AC-Lefeu, née au lendemain des émeutes de 2005, lance une nouvelle campagne pour inviter les habitants des quartiers populaires à s'inscrire sur les listes électorales et à aller voter en 2012.

**Vous lancez une campagne d'inscription sur les listes électorales dans les quartiers populaires, comme en 2007, pourquoi ?**

**MOHAMED MECHMACHE.** Parce que depuis 2005 les choses ne se sont pas améliorées. Même si de beaux immeubles sont sortis de terre, on ne s'est pas préoccupé de ceux qui y vivent en termes d'emploi, de transport, d'écoles surchargées... A ce rythme, il n'y aura jamais la mixité sociale promise à ces quartiers.

**Cette campagne s'adresse aux jeunes ?**

Pas seulement, elle s'adresse à toutes les générations. Au gré des rencontres,

on s'est rendu compte qu'il y avait aussi beaucoup de quadragénaires qui n'avaient jamais fait de démarches pour s'inscrire.

**Qu'est-ce qui vous permet d'affirmer que les banlieues feront l'élection de 2012 ?**

Parce qu'on n'a pas quitté le terrain depuis 2005. On voit bien que les associations se sont organisées, on sent une mobilisation.

**En 2007 les inscriptions ont été massives (+ 3,4 millions d'électeurs), l'abstention a reculé, mais vous dites que la situation des banlieues ne s'est pas améliorée. Qu'est-ce qui pourrait aujourd'hui inciter les habitants à voter ?**

S'il y a abstention à baisse (NDLR : 16 % en 2007, contre 28 % en 2002), on le doit à la mobilisation des mètres de famille



(P/Olivier Lejeune)

des associations. Pas aux candidats. Il faut s'inscrire pour peser dans le débat ! Les quartiers populaires ne sont pas présents dans les programmes des candidats actuellement. Par exemple, parler de la jeunesse ne suffit pas à parler des quartiers. Car un jeune issu de ces quartiers devra se battre deux fois plus pour trouver un boulot qu'un autre.

**Pourquoi la participation reste-t-elle toujours plus faible dans ces quartiers qu'ailleurs ?**

L'offre politique manque de diversité et la plupart de ceux qui se présentent ne parlent pas réellement des préoccupations des habitants qui y vivent.

**Pour qui voter alors ?**

Pour ceux qui feront une offre réelle aux quartiers populaires. On ne

paiera pas une deuxième fois l'addition du vote utile. Le vote des quartiers populaires n'est pas acquis à la gauche.

**Que reste-t-il des doléances transmises aux présidentiables de 2007 ?**

Elles sont toujours d'actualité. Nous allons reprendre une dizaine de propositions prioritaires, sur l'emploi, le logement... pour les faire entendre.

**Des membres d'AC-Lefeu ont été élus aux municipales de 2008. Quel bilan tirez-vous de cette expérience ?**

Personnellement, un bilan positif et très formateur. On ne peut pas tous jours aboyer sans être force de proposition. Mais je note aussi que certains élus et notamment ceux issus de la diversité doivent se battre deux fois plus pour se faire entendre et reconnaître, y compris au sein du conseil. Ça donne la maquette pour se battre !

PROPOS RECUEILLIS PAR CAROLINE STERLE



## Six ans d'actions d'AC-Lefeu

**MONTFERMEIL, LE 18 JANVIER 2006.** Première rencontre d'AC-Lefeu, avec les habitants. L'association du collectif Liberté Egalité Fraternité ensemble et unis s'improvise à Clichy et Montfermeil à la suite des violences de l'automne 2005, quelle qualité de « révoltes sociales ». Elle regroupe des jeunes gens pour la plupart acteurs sociaux, sportifs et anonymes. L'objectif : faire entendre la parole des quartiers populaires aux politiques.

(P/KAROLINE STERLE)

**PARIS, LE 25 OCTOBRE 2006.** La Marche des doléances. AC-Lefeu est reçu à l'Assemblée nationale par divers groupes politiques avant la présidentielle de 2007. Ici, de gauche à droite, Popelin, Bartolone, Ayraut, Le Garrec (PS) et Mamière (Verts). Ces doléances ont été rassemblées lors d'un tour de France pour recueillir la parole d'en bas. Un deuxième tour de France a eu lieu pour présenter la synthèse aux habitants en avril 2007.

(P/C.S)

**CLICHY-SOUS-BOIS, LE 27 FÉVRIER 2007.** Ségoline Royal signe le Pacte social et citoyen, au côté de Mohamed Mechmache, le président d'AC-Lefeu. Adressé à tous les candidats, il a aussi été paraphé par Olivier Besancenot, Marie-George Buffet, Dominique Voynet et Corinne Lepage. Il contient 105 propositions, dont la revalorisation du smic à 1 500 € net, l'enseignement d'une histoire « plus juste » sur la colonisation ou le droit de vote des étrangers aux élections locales.

(P/Olivier Lejeune)

## SAINT-DENIS

## Plaine Commune va célébrer les 100 ans des HLM

En 1912, la loi Bonnevey créait les offices publics d'habitations à bon marché (HBM) municipaux et départementaux, les ancêtres de nos HLM (habitations à loyer modéré). Cent ans après, et alors que la crise du logement bat son plein, le bailleur Plaine Commune Habitat (PCH) organisera, de février à mai 2012, une vaste manifestation intitulée Toit et moi, autour du logement social. Au programme : une exposition, un colloque international, des conférences, des balades urbaines ou encore des soirées cinéma.

« Ce sera la manifestation la plus importante en France autour du centenaire, annonce Stéphane Peu, le président de PCH. Le logement est une des premières préoccupations

des Français. Mais le débat reste le fait de spécialistes. Nous voulons que cette question soit au cœur du débat public. »

Un comité scientifique composé d'historiens spécialistes du logement social a été composé pour concevoir cette célébration. Ils ont conçu la grande exposition (du 8 février au 30 mai 2012, à la salle de la Légion-d'Honneur de Saint-Denis) qui présentera à travers des photos, des témoignages et des objets du quotidien, l'histoire du logement social. « L'office HLM de la Seine-Saint-Denis a été l'un des premiers offices de France, rappelle Danièle Voldman, directrice de recherche au centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle du CNRS (Paris-1). C'est aussi celui

qui a le plus construit de logements. Il a été un modèle pour les offices bretons et marseillais. »

**Une exposition ouverte aux scolaires**

Ancrée en Seine-Saint-Denis, l'exposition sera largement les grandes périodes du logement social français, de l'après-guerre aux Trente Glorieuses et à la crise des années 1970. « Elle s'adresse au grand public et sera ouverte aux scolaires, précise Benoît Pourveau, historien de l'architecture en charge de la valorisation du patrimoine du logement social au conseil général. Les habitants y retrouveront les grandes opérations d'envergure du 93, les cités-jardins de Stains et du Pré-Saint-Gervais, les

constructions d'André Lurcat, les 4 000 à La Courneuve... »

Le colloque scientifique réunira de son côté, du 9 au 11 février, des historiens, des géographes et des sociologues, à l'hôtel de ville. Des conférences seront par ailleurs proposées en partenariat avec la Fondation Campus Condorcet sur « La construction, du territoire dans le nord-est parisien ». S'il n'est pas question de laisser place aux débats partisans, la perspective de la présidentielle et des législatives sera cependant en ligne de mire. La Fondation Abbé Pierre lancera ainsi depuis Saint-Denis un appel pour que les candidats à la présidentielle se mobilisent en urgence pour le logement.

NATHALIE FERRIER

**VIVRE EN SEINE-SAINT-DENIS**

**CLICHY**

**Recueillement à la mémoire de Zyed et Bouna**

**Un recueillement informel** est prévu ce matin à Clichy-sous-Bois devant la stèle à la mémoire de Bouna Troré et Zyed Benna. Voilà six ans jour pour jour que ces adolescents de 15 ans et 17 ans sont décédés, électrocutés dans un transformateur EDF où ils s'étaient réfugiés pour échapper à un contrôle de police. Seul Mubittin Altun avait survécu, gravement brûlé. Ce drame a donné lieu à trois semaines d'embrasement dans la France entière.

La saga judiciaire, qui a connu trois juges d'instruction et deux procureurs, s'est soldée cette année par une décision de la cour d'appel de Paris laissant craindre aux familles qu'il n'y aura jamais de procès. La chambre de l'instruction a estimé qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre les policiers pour non-assistance à personne en danger.

C.S. ET G.B.

**LA COURNEUVE**

**Un logement se profile pour Sadio**

**Sadio reprend espoir.** Cette mamman de La Courneuve, qui entre depuis des semaines d'hôtel en hôtel, doit visiter aujourd'hui un appartement en HLM à la cité Paul-Eluard, à Saint-Denis. A la suite de cette mobilisation exceptionnelle, des enseignants et des parents d'élèves du groupe scolaire Anatole-France, où sont scolarisés ses deux enfants, la préfecture a décidé de revoir son dossier. Alors que la commission locale estimait que Sadio était prioritaire pour obtenir une HLM, cette mère de famille avait vu son dossier rejeté en septembre par la commission départementale : celle-ci estimait que, comme elle était à l'hôtel, elle n'était pas prioritaire. L'émotion provoquée par sa situation a conduit la préfecture à réexaminer son dossier. Un premier logement lui a été proposé la semaine dernière mais le loyer était trop élevé au regard de ses revenus de femme de ménage. Cette nouvelle proposition, si elle est acceptée par Sadio, devrait être examinée par la commission dans les semaines à venir. En attendant, Sadio continue de dormir à l'hôtel avec ses deux enfants.

**AULNAV-SOUS-BOIS**

**Solidarité avec la Turquie**

**Après le séisme** en Turquie qui a touché dimanche la province orientale de Van, faisant plus de 430 morts et d'innombrables dégâts, le maire d'Aulnay-sous-Bois, Gérard Segura, a adressé aux autorités turques « ses sentiments de profonde tristesse ».

Il proposera lors de la prochaine séance du conseil municipal l'octroi d'une subvention de 5 000 € « au bénéfice d'une association caritative qui vient concrètement en aide sur place aux victimes du séisme », précise-t-il dans un communiqué.